

Nantes, le 7 janvier 2019

**Oui à une politique de développement du transport ferroviaire
Non à la fermeture des guichets SNCF**

Sourd aux exigences populaires d'amélioration du pouvoir d'achat par l'augmentation du SMIC, des salaires et des pensions, le gouvernement poursuit sa politique de casse économique et sociale, de destruction des services publics.

Après avoir imposé une réforme du statut des cheminots au service de la privatisation de la SNCF, après les menaces qui pèsent sur les postes de contrôleurs et d'agents de dépôts de trains, le gouvernement engage désormais la suppression des guichets par une réduction drastique des horaires d'ouverture avec 99 000 heures de ventes en moins prévue à la convention Région des Pays de la Loire/Direction TER SNCF, correspondant à 60 emplois temps plein. Dans notre département, les menaces immédiates pèsent sur les gares de Savenay, Clisson et Ancenis.

Couplée à une augmentation importante des tarifs régionaux, notamment sur les abonnements mensuels, à la suppression du dispositif « 1 euro domicile/travail », les usagers subissent à la fois une détérioration de leur pouvoir d'achat et de leurs conditions de transport avec la suppression d'arrêts.

L'objectif de reconquête des voyageurs occasionnels par des tarifs attractifs affiché par la majorité régionale de droite est donc, pour partie, financé par les abonnés, usagers captifs qui se rendent chaque jour sur leurs lieux de travail.

Dans le droit fil de la réforme de leur statut, les cheminots connaissent, quant à eux, une nouvelle dégradation de leurs conditions de travail.

Dans ce contexte, la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français soutient l'appel à l'unité des usagers, des élu.e.s, des associations, des citoyens, lancé par les cheminots CGT pour exiger une autre politique porteuse d'un véritable développement du transport ferroviaire au service des usagers, de la transition écologique et du développement de notre territoire.